

Macron libéral sentimental ?

Grosse préparation. La présentation retardée du plan pauvreté a permis au Président de consulter largement, de faire plancher nombre de conseillers. Une bonne partie de l'intervention : grande pauvreté, mauvaise alimentation de certains enfants, vocabulaire restreint dès le plus jeune âge dans les familles désocialisés,... un constat et dans un univers que ne fréquente guère les anciens de chez Rothschild. Les repas de cantine à 1 euro, c'est sympa, charitable.

La totalité des aides sociales c'est 1% du PIB pour 14 millions de bénéficiaires, pas vraiment « un pognon dingue »...

La tonalité du discours, l'interprétation sur le ton de l'indignation contenue, pour corriger l'image froide du grand bourgeois, la mise en situation est réussie : Macron se donne à voir (s'exhibe?) comme un libéral sentimental. Seuls les naïfs furent conquis: le culte du pognon ne tolère pas les écarts de calculs. Les adorateurs du Veau D'or ont la dent dure, nécessairement: leurs privilèges ne sont pas négociables.

Les gros morceaux consistants sont: le *service public de l'insertion*, son pendant dépendant le *Revenu Universel d'Activité* (RUA pour remplacer l'ancien RMI et l'insuffisant RSA?).

C'est en 2020 que le parlement légifèrera pour lancer en grandeur réel le projet, dont les conditions et l'assiette sont à ce stade non définis.

Le *contrat d'engagement réciproque*, (qui existe déjà dans le dispositif RSA!) justifiera des sanctions en cas de manquements. Les départements géraient quelquefois ces sanctions avec bienveillance..

Avec les deux offres raisonnables d'emploi - que l'on n'a jamais osé appliquer jusqu'alors ! - on peut s'attendre au pire. Il sera désormais difficile de refuser les emplois de M... non pourvus (2 H par ci, 1 mois par là,...). Qui sanctionnera, quels seront les motifs invoqués? Le travail – comme le bénévolat actuellement - deviendra-t-il obligatoire, un STO fort libéral ?!

On peut légitimement ressentir quelques inquiétudes. La fusion, simplification des différents minima sociaux, n'est pas à priori inutile, pourtant, le RUA accordé automatiquement sous un certain seuil de revenu (ce n'est pas le revenu de base inconditionnel) sera, affirme le Président équitable et transparent. Transparence soit, nous attendons d'y voir clair: qui va payer la simplification? Sont-ce les « simplifiés » qui vont payer la note ? Veillons à ce qu'il ne se transforme pas en Rabot Universel Aménagé !

Pour motiver sa nouvelle orientation humaniste quelque peu déroutante, M. Macron, se réfère à la Philosophie de Lumières, à l'État Providence érigé dès 1945 (Le Conseil National de la Résistance?).

Un mélange des genres, (con) fusion des intérêts pour « Contre la pauvreté lancer un combat neuf », comme l'indique un calicot judicieusement placé. Rien de neuf sur l'essentiel: la croissance et l'emploi sont demeurés le fond de commerce – profitable – de M. Macron, des ses amis fort bien nantis. Camouflage et chiffres « adaptés » dissimulent de plus en plus mal la réalité: l'irrésistible *croissance* du chômage. Les « processus » d'insertion, au mieux, pour contenir la colère, tempérer la misère des surnuméraires.

Depuis de longues années **AC ! Agir ensemble Contre le Chômage**, défend son plan contre pauvreté (voire la misère...) avec des mesures de réelle transformation sociale : réduction du temps de travail (**32 h hebdo** à court terme) et pauvreté interdite: aucun revenu inférieurs au **Smic**, juste ce qu'il faut pour « enrichir » 14 millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

Ce serait le bon plan... selon nous.

AC ! Agir Ensemble contre le Chômage.

Jeudi 13 septembre 2018.